

ALAIN BIHR  
MICHEL HUSSON

**THOMAS PIKETTY**

**UNE CRITIQUE  
ILLUSOIRE  
DU CAPITAL**



**ALAIN BIHR  
MICHEL HUSSON**

**THOMAS PIKETTY :  
UNE CRITIQUE ILLUSOIRE DU CAPITAL**

ÉDITIONS PAGE 2 (LAUSANNE)  
ÉDITIONS SYLLEPSE (PARIS)

Alain Bihr est professeur honoraire de sociologie à l'université de Bourgogne-Franche-Comté. Il a notamment publié *La Logique méconnue du « Capital »* (Page 2, 2010), *Les Rapports sociaux de classe* (Page 2, 2012), *La Novlangue néolibérale* (Page 2/Syllepse, 2017) et *Le Premier âge du capitalisme* (Page 2/Syllepse, 3 tomes, 2018-2019). Une partie de ses articles sont en ligne : [http://classiques.uqac.ca/contemporains/bihr\\_alain/bihr\\_alain.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/bihr_alain/bihr_alain.html).

Michel Husson est économiste. Il a notamment publié *Travail flexible, salariés jetables* (La Découverte, 2006), *Un pur capitalisme* (Page 2, 2008), *Créer des emplois en baissant les salaires?* (Le Croquant, 2015), *Le Capitalisme en 10 leçons* (La Découverte, 2017). Ses articles sont en ligne sur son site : <http://hussonet.free.fr/>.

© ÉDITIONS PAGE 2 ET SYLLEPSE 2020

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLLES, 75020 PARIS (FRANCE)

EDITION@SYLLEPSE.NET

WWW.SYLLEPSE.NET

ISBN : 978-2-84950-847-3 (PAPIER)

ÉDITIONS PAGE 2

AVENUE DE SÉVELIN, 28

1004 LAUSANNE (SUISSE)

EDITIONS@PAGE2.CH

WWW.ALENCONTRE.ORG

ISBN : 978-2-940189-60-1

# TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION</b>	<b>7</b>
<b>1. UN TITRE EN TROMPE-L'ŒIL</b>	<b>13</b>
SUR LE CAPITAL	
SUR LES INÉGALITÉS SOCIALES	
SUR L'IDÉOLOGIE	
SUR LES RAPPORTS SOCIAUX DE PRODUCTION	
RETOUR SUR LE TITRE	
<b>2. DES « SOCIÉTÉS TERNAIRES » AUX « SOCIÉTÉS DE PROPRIÉTAIRES » OU COMMENT ENJAMBER HUIT SIÈCLES D'HISTOIRE EUROPÉENNE</b>	<b>33</b>
SOCIÉTÉS TERNAIRES OU SOCIÉTÉS À IDÉOLOGIE TERNAIRE ?	
SUR LE FÉODALISME	
SUR LA TRANSITION DU FÉODALISME AU CAPITALISME (EN EUROPE)	
SUR L'ORIGINALITÉ DE LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE	
<b>3. LE ROYAUME-UNI OU COMMENT NE PAS TRAITER LE SUJET</b>	<b>61</b>
LES DEUX BURKE : JOHN ET EDMUND	
LES LOIS SUR LES PAUVRES	
LA PAUSE D'ENGELS	
LES <i>CORN LAWS</i>	
L'IRLANDE	
HORS SUJET	
<b>4. LE MOMENT SOCIAL-DÉMOCRATE OU L'HISTOIRE RÉDUITE À UN THÉÂTRE D'OMBRES</b>	<b>73</b>
LA NÉBULEUSE GENÈSE DE L'« ÉTAT FISCAL ET SOCIAL »	
HEURS ET MALHEURS DU RÉFORMISME SOCIAL-DÉMOCRATE	
<b>5. LE MOMENT NÉOLIBÉRAL : D'UN MODÈLE THÉORIQUE FRAGILE À DES PROPOSITIONS POLITIQUES TRONQUÉES</b>	<b>103</b>
UNE LECTURE DU MODÈLE NÉOLIBÉRAL ET DE SA CRISE	
LES FONCTIONS DE LA FINANCE	
LES FONDEMENTS THÉORIQUES DU MODÈLE DE PIKETTY	

UNE PÉRIODISATION FAUTIVE  
LE RETOUR DU DÉBAT SUR LES INÉGALITÉS  
INÉGALITÉS ET CROISSANCE  
UNE PROSPECTIVE HASARDEUSE  
LA REDISTRIBUTION DES PATRIMOINES  
UN REVENU DE BASE ?  
LA QUESTION ÉCOLOGIQUE... NE SERA PAS POSÉE  
UNE RÉFORME PARAMÉTRIQUE DU CAPITALISME

<b>6. LE « SOCIALISME PARTICIPATIF » : UN SOCIALISME UTOPIQUE AUX ALLURES SCIENTIFIQUES</b>	<b>141</b>
« PROPRIÉTÉ SOCIALE » ET « PROPRIÉTÉ TEMPORAIRE »	
UN RÉFORMISME QUI N'AVOUE PAS SON NOM	
QUAND LES RAPPORTS DE PRODUCTION SE VENGEANT...	
QUID AU-DELÀ DE L'ÉTAT-NATION ?	
L'IMPASSE FONDAMENTALE	
<b>CONCLUSION</b>	<b>165</b>
<b>POSTFACE</b>	<b>175</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>187</b>

Alain Bihr a rédigé les chapitres 1, 2, 4 et 6, Michel Husson les chapitres 3 et 5. L'introduction, la conclusion et la postface sont d'une rédaction commune.

# INTRODUCTION<sup>1</sup>

Est-il encore nécessaire de présenter Thomas Piketty ? Entré à l'École normale supérieure à 18 ans, docteur en économie à vingt-deux ans, directeur d'études à l'EHESS à vingt-neuf ans, titulaire du prix du meilleur économiste de France en 2002, fondateur et premier directeur de l'École d'économie de Paris après avoir enseigné au MIT et à la London School of Economics, il a connu une carrière académique aussi brillante que fulgurante. Ses travaux sur les inégalités économiques sont reconnus et ont débouché sur un *best-seller* mondial, *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*<sup>2</sup>, qui lui a valu d'être invité dans des dizaines d'universités et de centres de recherche sur les cinq continents. La hardiesse de certaines de ses propositions de taxation des hauts revenus et des grandes fortunes pour étendre le champ de la redistribution en ont fait par ailleurs une figure incontournable du débat politique, en France comme à l'étranger.

S'en prendre à lui apparaît donc comme une entreprise aussi difficile que risquée *a priori*. Les critiques à son égard n'ont pas manqué cependant, les unes adressées à la manière dont il a constitué et traité le fonds statistique qu'il exploite<sup>3</sup>, les autres à la pertinence de ces propositions politiques visant à réduire

---

1. Les références de cet ouvrage, munies de leurs liens hypertexte, sont disponibles sur cette page : <http://hussonet.free.fr/bibliopik.pdf>.

2. Thomas Piketty, *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Le Seuil, 2013. L'ouvrage a été traduit en une quarantaine de langues et vendu à deux millions et demi d'exemplaires, selon son éditeur.

3. Par exemple, Richard Sutch, «The one percent across two centuries: A replication of Thomas Piketty's data on the concentration of wealth in the United States», *Social Science History*, vol. 41, n° 4, hiver 2017.

les inégalités<sup>4</sup>. La plupart d'entre elles ont été des critiques de droite, essentiellement motivées par l'hostilité, voire l'effroi suscités par ses propositions en matière de finances publiques<sup>5</sup>.

Certaines critiques de gauche lui ont cependant été adressées, soulignant les limites de son entreprise, tant au niveau théorique que politique. Au titre des premières figure la carence d'un cadre capable de donner véritablement sens à la masse des données statistiques sur lequel l'ouvrage s'appuie, du fait notamment de la totale méconnaissance par Piketty de la critique marxienne de l'économie politique, condensée dans *Le Capital*<sup>6</sup>, et ce en dépit de la prétention implicite affichée par le titre de l'ouvrage de supplanter ce dernier. En découlent aussi, d'ailleurs, les limites de ses propositions politiques qui, loin d'ouvrir une quelconque brèche dans la citadelle capitaliste, conduisent tout simplement à la réaménager pour la rendre plus vivable à

---

4. Par exemple, Yvan Allaire, Mihaela Firsirotu, François Dauphin, «Inequality and executive compensation: Why Thomas Piketty is wrong?», Institute for Governance of Private and Public Organizations, 25 novembre 2014.

5. Par exemple, Jean-Philippe Delsol, Nicolas Lecaussin et Emmanuel Martin (dir.), *Anti-Piketty. Vive le capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Nice, Libréchange, 2015 ; Frédéric Georges-Tudo, *Piketty, au piquet!*, Paris, Le Moment, 2015.

6. Cette méconnaissance est reconnue par Piketty dans un entretien intitulé : «I don't care for Marx», *The New Republic*, 6 mai 2014, dans lequel on peut lire notamment : «*Das Kapital*, I think, is very difficult to read and for me it was not very influential.» Piketty y affirme en outre qu'il n'y a pas de données dans les livres de Marx («*In the books of Marx there's no data*»). Or, lors d'un débat avec Frédéric Lordon qui s'est tenu le 31 janvier 2020 à l'initiative de *L'Humanité*, Piketty affirme qu'il n'a jamais dit cela et qu'il a lu *Le Capital* dans son intégralité. Mais, si tel est le cas, cette lecture est plus qu'approximative, elle est fautive, quand il soutient dans *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle* que la théorie de Marx «*repose implicitement sur une croissance rigoureusement nulle de la productivité à long terme*» (p. 56). On y revient dans le chapitre 5.



ceux qui en subissent le joug, ce qui revient en définitive à la renforcer<sup>7</sup>.

À ces différentes critiques, Piketty n'a pas daigné répondre, conforté par l'unanimité des grands médias encensant son ouvrage et emporté par le tourbillon de son succès. C'est à une autre tâche qu'il s'est attelée avec son nouvel ouvrage, *Capital et idéologie*<sup>8</sup>, dont la parution a une nouvelle fois été largement couverte par les médias<sup>9</sup> et la traduction en plusieurs langues (espagnol, allemand, anglais, etc.) immédiatement lancée. Il entend y remédier à deux lacunes de son précédent ouvrage :

D'une part, mon livre de 2013 est beaucoup trop occidental-centré, dans le sens où il accordait une place excessive à l'expérience historique des pays riches (Europe de l'Ouest, Amérique du Nord, Japon). Cela découle en partie des difficultés d'accès à des sources historiques adéquates pour les autres pays et régions du monde, mais n'en impliquait pas moins un rétrécissement considérable de la perspective et de la réflexion. D'autre part, *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle* a tendance à traiter les évolutions politico-idéologiques autour des inégalités et de la redistribution comme une sorte de boîte noire. J'y formule certes quelques hypothèses à leur sujet, par exemple sur les transformations des représentations et attitudes politiques face aux inégalités et à la propriété privée induites au 20<sup>e</sup> siècle par les guerres mondiales, les crises

---

7. Voir Michel Husson, « *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*. Richesse des données, pauvreté de la théorie », *Contretemps*, 10 février 2014 ; David Harvey, « Sur le "*Capital*" de Piketty », *Contretemps*, 12 juin 2014 ; Frédéric Lordon, « Avec Piketty, pas de danger pour le capital au XXI<sup>e</sup> siècle », *Le Monde diplomatique*, avril 2015. Pour d'autres contributions critiques, voir <http://hussonet.free.fr/piketty.htm>.

8. Thomas Piketty, *Capital et idéologie*, Paris, Le Seuil, 2019.

9. À titre d'exemples, avant même le jour de sa parution, le 12 septembre 2019, son auteur était interviewé sur France Inter (le 9 septembre) ; et le lendemain de sa parution, il l'est sur France Culture et son ouvrage fait l'objet d'une large recension sur Europe 1.

économiques et le défi communiste, mais sans véritablement aborder de front la question de l'évolution des idéologies inégalitaires. C'est ce que je tente de faire de façon beaucoup plus explicite dans ce nouvel ouvrage, en replaçant en outre cette question dans une perspective temporelle, spatiale et comparative beaucoup plus vaste (► p. 11)<sup>10</sup>.

Dans ce nouvel ouvrage, fort de quelque 1 200 pages, toujours agréable à lire, en dépit de quelques néologismes, appuyé comme le précédent sur un solide appareil statistique mis de surcroît en ligne à la disposition du public, Piketty élargit donc sa focale théorique en même temps qu'il la décentre : il y sera moins question de la dynamique historique des inégalités socio-économiques (telles du moins qu'il les entend et les comprend) et davantage de leur justification idéologique qu'il se propose de démonter dans toute la diversité des formations sociales auxquelles l'histoire humaine a donné naissance. Ce qui ne l'empêchera pas de développer tout au long de l'ouvrage une dénonciation incisive de ces inégalités, de manifester en particulier une révolte sincère contre leur creusement dans le cadre de la « mondialisation » néolibérale contemporaine, pour déboucher sur des propositions destinées à inverser cette dynamique infernale et jeter les bases d'un « *socialisme participatif* » censé dépasser le capitalisme.

Mais, loin de combler les lacunes du précédent, ce nouvel ouvrage de Piketty les reproduit et les accentue. L'élargissement du champ des formations socio-économiques examinées auquel il procède ne fait que souligner davantage encore la pauvreté de son appareillage conceptuel, notamment l'absence hautement dommageable du concept de rapports sociaux de production<sup>11</sup> :

---

10. Le signe ► renvoie aux citations de l'ouvrage de Thomas Piketty, *Capital et idéologie*, Paris, Le Seuil, 2019.

11. Selon Marx, les rapports sociaux de production définissent les rapports que les membres d'une société entretiennent entre eux dans le

le défaut de toute fréquentation, même minimale, de Marx finit toujours par se payer cher... Et, dès lors qu'il est question d'aborder l'analyse des phénomènes idéologiques, le coût s'alourdit de cette naïveté qui vous conduit à croire que les idées mènent le monde.

Dans la vie courante, n'importe quel *shopkeeper* [épiciers] sait fort bien faire la distinction entre ce que chacun prétend être et ce qu'il est réellement; mais notre histoire n'en est pas encore arrivée à cette connaissance vulgaire. Pour chaque époque, elle croit sur parole ce que l'époque en question dit d'elle-même et les illusions qu'elle se fait sur soi<sup>12</sup>.

Et nous allons voir que Piketty n'en est pas encore, lui non plus, arrivé à ce niveau. En somme, sans *Le Capital*, on fait à coup sûr le plein d'idéologie...

---

procès social de production de leurs conditions matérielles d'existence. En font partie : les rapports des producteurs aux moyens de production qu'ils mettent en oeuvre, déterminés par le régime social de leur propriété; les rapports des producteurs entre eux, déterminés par la division sociale du travail; enfin, les rapports de producteurs et des non-producteurs au produit social, déterminés par les rapports de répartition de ce dernier.

12. Karl Marx et Friedrich Engels, *L'Idéologie allemande*, 1<sup>re</sup> partie : « Feuerbach », p. 34.



## CHAPITRE 1

# UN TITRE EN TROMPE-L'ŒIL

Penchons-nous pour commencer sur les fondements théoriques de l'ouvrage. Leurs faiblesses sont assez évidentes au vu du peu de place que Thomas Piketty consacre à définir les principaux concepts qu'il mobilise. À commencer par les deux qu'il a réunis dans le titre de son ouvrage.

### SUR LE CAPITAL

La première surprise du lecteur est, en effet, de ne trouver dans les pages de l'introduction où Piketty présente ces fondements aucune définition de ce qu'il entend par capital. Le terme lui-même n'y figure quasiment pas : sauf erreur de ma part, je n'en ai relevé que cinq occurrences (► p. 20, 34, 60, 65 et 68), aucune ne donnant lieu ne serait-ce qu'à un embryon de définition, comme s'il ne nécessitait aucune attention particulière ou comme s'il allait de soi pour l'auteur, si ce n'est pour le lecteur.

Et c'est bien le cas en l'occurrence. Comme dans son précédent ouvrage, et comme la quasi-totalité des économistes, Piketty entend en fait par capital toute forme de propriété, toute espèce d'actif (matériel ou immatériel) susceptible de procurer à son détenteur richesse (hauts revenus et gros patrimoine) et pouvoir. En somme, il adopte ce qu'on peut nommer, d'un point de vue marxiste, une conception fétichiste du capital comme rapport social de production, propre à ce que Marx nommait l'«*économie vulgaire*», qui, d'une part, le réifie (le confond avec ses supports matériels : moyens de production, monnaie, titres de crédit ou de propriété, etc.) et, d'autre part, le déifie (en fait une puissance

surhumaine, voire surnaturelle, en lui attribuant la capacité de se mettre par lui-même en valeur)<sup>1</sup>.

En fait, l'objet de Piketty n'est nullement le capital *stricto sensu*. Ce sont les inégalités sociales plus largement considérées dans leurs relations avec les idéologies qui les accompagnent et les soutiennent. C'est d'ailleurs ce qu'il répète à l'envi dès l'Avertissement au lecteur et dans l'Introduction de son ouvrage.

Et c'est encore ce qu'il répète à la fin de l'ouvrage, lorsqu'il est amené à récapituler son propos :

J'ai tenté dans ce livre de proposer une histoire à la fois économique, sociale, intellectuelle et politique des régimes inégalitaires, c'est-à-dire une histoire des systèmes de justification et de structuration de l'inégalité sociale, depuis les sociétés trifonctionnelles et esclavagistes anciennes jusqu'aux sociétés postcoloniales et hypercapitalistes modernes (► p. 1191).

Ainsi, il aurait été bien plus exact et plus honnête que son ouvrage portât le titre « Inégalités et idéologies ». C'est d'ailleurs ce qu'il laisse clairement entendre dans la présentation de ses sources, intitulée « Les sources utilisées dans ce livre : inégalités et idéologies » (► p. 26). Alors pourquoi avoir fait figurer dans ce titre le mot de capital qui occupe si peu de place dans la matière même de l'ouvrage ?

## **SUR LES INÉGALITÉS SOCIALES**

Puisque Piketty entend traiter des différentes manières dont, dans toute l'étendue spatio-temporelle des sociétés humaines, les inégalités structurelles de ces dernières ont été pensées et justifiées, du moins pourrait-on s'attendre à ce qu'il définisse ce qu'il entend par inégalité sociale. Or, là encore, le lecteur restera sur sa faim.

---

1. Voir Alain Bihr, « Critique des représentations fétichistes du capital », *Interrogations* ?, n° 16, juin 2013.

En premier lieu, il ne prend pas soin d'en donner une définition en compréhension, répondant à cette question aussi simple que décisive en définitive : que faut-il entendre par inégalité sociale ? La seule fois où il le tente, cela débouche sur une formulation singulièrement tautologique :

Un régime inégalitaire, tel qu'il sera défini dans cette enquête, se caractérise par un ensemble de discours et de dispositifs institutionnels visant à justifier et à structurer les inégalités économiques, sociales et politiques d'une société donnée (► p. 15).

En somme, un régime inégalitaire justifie et structure des inégalités. On pouvait s'en douter...

Que l'on me permette de comparer cette légèreté d'approche avec les précautions dont nous nous sommes entourés, Roland Pfefferkorn et moi-même, lorsque nous avons entrepris, dans un ouvrage de dimensions cependant infiniment moindres, l'étude du caractère systémique des inégalités entre catégories sociales<sup>2</sup>. Nous en avons fourni la définition synthétique suivante :

Une inégalité sociale est le résultat d'une distribution inégale, au sens mathématique de l'expression, entre les membres d'une société des ressources de cette dernière, distribution inégale due aux structures mêmes de cette société et faisant naître un sentiment, légitime ou non, d'injustice au sein de ses membres.

Définition suivie d'un commentaire sur plusieurs pages de ses différents éléments composants, soulignant notamment l'irréductibilité des inégalités sociales à leur mesure mathématique, qui n'annule en rien le recours à une telle mesure autant que possible ; leur caractère multidimensionnel (les inégalités sociales couvrent tous les aspects de l'existence humaine) ; leur nature

---

2. Alain Bihr et Roland Pfefferkorn, *Le Système des inégalités*, Paris, La Découverte, 2008.

phénoménale (apparente, superficielle) au regard des rapports sociaux structurels qui leur donnent naissance (j'y reviendrai) ; la nécessité mais aussi la difficulté quelquefois qu'il y a à distinguer entre inégalités sociales, inégalités naturelles et inégalités individuelles ; enfin le fait que les inégalités sociales sont toujours enjeux de débats et de combats entre celles et ceux qu'elles affectent, qu'elles les favorisent ou les défavorisent, ou qu'elles épargnent, à des degrés divers. Ce sont là des préalables et des précautions théoriques qui nous ont paru indispensables, pour éviter pièges et confusions dans lesquels risque de tomber qui ne s'en entoure pas, comme nous allons le voir.

Car, pour ne pas l'avoir fait, Piketty rétrécit singulièrement, en deuxième lieu, la définition en extension des inégalités sociales, ce qui le conduit à réduire le champ des inégalités sociales dont il traite. Et même doublement. Il les réduit d'une part aux seules inégalités entre catégories sociales et entre nations ou groupes de nations, en négligeant celles entre femmes et hommes, celles entre générations et classes d'âge tout comme les inégalités socio-spatiales (à l'intérieur d'une même nation : inégalités entre régions, entre villes et campagnes, entre centres-villes et banlieues, etc.) même s'il lui arrive d'évoquer ces dernières en passant : par exemple page 27, page 38, contrairement à ce que nous avons tenté de faire dans le *Dictionnaire des inégalités*<sup>3</sup>. D'autre part, Piketty tend constamment à réduire les inégalités entre catégories sociales et entre nations ou groupes de nations principalement aux inégalités de revenus et de patrimoines (en omettant par exemple les inégalités face au logement, face à la santé, face à l'accès à l'espace public, face aux médias, etc.), contrairement à ce que nous avons fait dans *Déchiffrer*

---

3. Alain Bihr et Roland Pfefferkorn, *Dictionnaire des inégalités*, Paris, Armand Colin, 2014.



les inégalités<sup>4</sup> et dans *Le Système des inégalités*. Ainsi, lorsqu'il traite de la montée des inégalités dans le monde au cours des quatre dernières décennies, tous les indicateurs retenus concernent uniquement l'aggravation des inégalités dans l'ordre de partage des revenus : symptomatiquement, les graphiques par lesquels Piketty illustre cette dernière s'intitulent «*La montée des inégalités dans le monde*» (► p. 37), «*L'inégalité dans les différentes régions du monde*» (► p. 39) ou encore «*La courbe de l'éléphant des inégalités mondiales*» (► p. 41) et «*Les inégalités de 1900 à 2000*» (► p. 47), comme si les inégalités de revenus étaient à elles seules «les inégalités», voire «l'inégalité». Et cela transparait encore lorsqu'il traite «des nouvelles inégalités éducatives» qu'il réduit encore pour l'essentiel à des inégalités de revenus (► p. 52-53), semblant ignorer tout ce que les inégalités face à la scolarité doivent à la distribution et à l'accumulation inégales de «*capital culturel légitime*» au sein des familles<sup>5</sup>.

Et les quelques fois où Piketty étend le champ des inégalités au-delà des inégalités socio-économiques (de revenus et de patrimoines), il ne prend pas soin d'articuler les unes aux autres, en se contentant de les énumérer en les juxtaposant, sans laisser du coup apparaître le caractère systémique des inégalités sociales. Par exemple :

L'inégalité moderne se caractérise également par un ensemble de pratiques discriminatoires et d'inégalités statutaires et ethno-religieuses [...]. On peut citer les discriminations auxquelles font face celles et ceux qui

---

4. Alain Bihl et Roland Pfefferkorn, *Déchiffrer les inégalités*, Paris, Syros, [1995] 1999.

5. Facteur largement documenté depuis les travaux pionniers de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les Héritiers*, Paris, Minuit, 1964, et *La Reproduction*, Paris, Minuit, 1970, jusqu'à ceux plus récents de Jean-Pierre Terrail, *De l'inégalité scolaire*, Paris, La Dispute, 2002, ou de Choukri Ben Ayed (dir.), *L'École démocratique : vers un renoncement politique ?*, Paris Armand Colin, 2010, pour ne citer qu'eux.

n'ont pas de domicile ou sont issus de certains quartiers et origines. On peut penser aux migrants qui se noient (► p. 14).

Ou encore lorsqu'il relève la non-congruence entre les inégalités de revenus et les inégalités scolaires (► p. 57).

En dernier lieu enfin et surtout, Piketty ne rapporte jamais les inégalités sociales aux rapports sociaux structurels qui leur donnent naissance, qui les manifestent mais les masquent aussi pour partie. Autrement dit, il ne saisit pas le caractère phénoménal des inégalités : le fait que les inégalités sociales ne sont que des phénomènes, la manifestation selon le cas évidente ou au contraire biaisée et pour partie masquée de structures sociales sous-jacentes, celles constituées par les rapports sociaux fondamentaux que sont les rapports sociaux de production ainsi que les rapports sociaux de reproduction (articulant les rapports sociaux de sexe et les rapports sociaux de génération). D'ailleurs, le fait de travailler à peu près exclusivement sur des données individuelles concernant les revenus et les patrimoines, en les ordonnant en quantiles (essentiellement déciles et centiles), a pour conséquence mécanique d'occulter ou, du moins, de négliger les rapports de production<sup>6</sup>. En somme, Piketty raisonne comme si les inégalités sociales étaient la structure sociale elle-même, en confondant les deux dans ce qu'il nomme des « régimes inégalitaires » dont j'ai donné la définition plus haut.

---

6. Dans *Déchiffrer les inégalités*, nous nous sommes au contraire efforcés, Roland Pfefferkorn et moi-même, d'opérer non en comparant des quantiles mais des données concernant les catégories socioprofessionnelles, telles que définies par l'Insee, puis de proposer dans un chapitre final de synthèse un tableau récapitulatif (tableau 13.1, p. 439) faisant apparaître que les inégalités ainsi établies entre catégories sociales, prises dans toute leur extension, sont largement déterminées par les rapports capitalistes de production. Tableau repris dans *Le Système des inégalités*, op. cit., p. 46 et les remarques qui suivent (p. 47-54).

## SUR L'IDÉOLOGIE

Piketty n'est guère plus disert sur le second concept que mobilise le titre de son ouvrage, celui d'idéologie. Ce qui est d'autant plus gênant que l'usage de ce concept ne peut aller de soi, tant ses mésusages ont été multiples. Et sans qu'on se soit posé au préalable la question de savoir si son usage peut ne pas être lui-même... idéologique. Ce qui suppose au minimum d'en fournir une définition claire et précise qui permette d'en justifier l'usage à des fins de connaissance critique de la réalité sociale.

Or, sous ce rapport, ce qu'en dit Piketty est bien faible et insuffisant. Il n'y consacre que moins de deux pages (► p. 16 et 17), n'aboutissant qu'à des formules vagues et lâches. Qu'on en juge :

Je vais tenter dans le cadre de ce livre d'utiliser la notion d'idéologie d'une façon positive et constructive, c'est-à-dire comme un ensemble d'idées et de discours *a priori* plausibles visant à décrire comment devrait se structurer la société. L'idéologie sera envisagée dans ses dimensions à la fois sociales, économiques et politiques. Une idéologie est une tentative plus ou moins cohérente d'apporter des réponses à un ensemble de questions extrêmement vastes portant sur l'organisation souhaitable ou idéale de la société.

Le restant du développement est consacré à mentionner qu'une idéologie se doit notamment d'aborder «*la question du régime politique, c'est-à-dire de l'ensemble des règles décrivant les contours de la communauté et de son territoire, les mécanismes permettant de prendre des décisions politiques en son sein, et les droits politiques de ses membres*»; ainsi que «*la question du régime de propriété, c'est-à-dire de l'ensemble des règles décrivant les différentes formes de possession possibles, ainsi que les procédures légales et pratiques définissant et encadrant les relations de propriété entre groupes concernés*». Et, en conséquence, elle se doit de fixer

notamment « un régime éducatif (c'est-à-dire les règles et institutions organisant les transmissions spirituelles et cognitives : familles et Églises, pères et mères, écoles et universités) et un régime fiscal (c'est-à-dire les dispositifs permettant d'apporter des ressources adéquates aux États et régions, communes et empires, ainsi qu'à des organisations sociales, religieuses et collectives de diverses natures) ».

Mais aucune explication ni justification ne sont fournies quant aux raisons pour lesquelles une idéologie est censée se pencher sur ces différentes questions plutôt que sur d'autres, tout aussi cruciales s'agissant de justifier l'existence et la persistance d'inégalités entre membres d'une même société ; par exemple celle de savoir qui a le droit ou qui a l'obligation de porter des armes et de participer à la défense du territoire ou à la conquête de territoire voisin ; ou encore celle de savoir qui décide de la nature du sacré et qui fixe celles et ceux qui ont le droit mais aussi le devoir de le manipuler ; ou encore celle de savoir comment se règlent les conflits entre membres de la société et ceux qui en sont chargés, etc.

Là encore, qu'on me permette d'établir une comparaison avec la définition que j'ai fournie de ce qu'est une idéologie en général, à l'occasion de l'analyse du caractère idéologique du néolibéralisme, largement inspirée de la tradition marxiste :

Une idéologie est un système culturel (au sens anthropologique du mot) dont le noyau est constitué par une conception du monde à la fois englobante et cohérente, qui implique un programme d'action sur le monde et par conséquent aussi une axiologie, et dont la fonction essentielle est de justifier la situation, les intérêts ou les projets d'un groupement social particulier<sup>7</sup>.

---

7. Alain Bihl, « L'idéologie néolibérale », *Semen*, n° 30, novembre 2010.



